

La rectrice de la région académique
Auvergne-Rhône-Alpes
Rectrice de l'académie de Lyon
Chancelière des universités

VU le code général de la fonction publique ;

VU le décret n° 2017-1050 du 10 mai 2017 portant dispositions statutaires communes aux corps de catégorie A de la fonction publique de l'Etat à caractère socio-éducatif et notamment son article 11 ;

VU l'arrêté du 26 décembre 2022 portant délégation de pouvoirs des ministres chargés de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports aux recteurs d'académie et aux vice-recteurs des îles Wallis et Futuna, de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française en matière de recrutement et de gestion de certains personnels stagiaires et titulaires relevant des ministres chargés de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports.

ARRETE

Article unique : Les assistants de service social dont les noms suivent par ordre alphabétique sont inscrits, au titre de l'année 2026, sur le tableau d'avancement d'accès au grade d'assistant principal de service social.

Civilité	Nom d'usage	Prénom
Madame	DURAND BELHADJ	Sophie
Madame	FLORENT	Marine
Madame	GARNIER	Laetitia
Madame	JEAN-SAINT-MAGNE	Andrea
Madame	JULIANI	Amandine
Madame	KLAI	Astrid
Madame	PERRET	Céline
Madame	ROUIBAH CLARO	Maria
Madame	SURREL-DIEMUNSCH	Sabrina



ACADÉMIE
DE LYON

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction des personnels
Administratifs, techniques, sociaux et de santé

Madame	ZAGAROLI	Laure
Madame	ZENDJABIL	Saluha

Fait à Lyon, le 22 juillet 2026

Pour la rectrice et par délégation,
Le secrétaire général de l'académie,

Olivier Curnelle

VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Si vous estimez devoir contester cette décision, vous pouvez former :

- soit un recours gracieux ou hiérarchique,
- soit un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente. Ce recours n'a pas d'effet suspensif.

Si vous avez d'abord exercé un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la présente décision, le délai pour former un recours contentieux est de 2 mois :*

- à compter de la notification de la décision explicite de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ;
- ou à compter de la date d'expiration du délai de réponse de 2 mois dont disposait l'administration, en cas de décision implicite de rejet du recours gracieux ou hiérarchique.

Dans les cas très exceptionnels où une décision explicite de rejet intervient dans un délai de 2 mois après la décision implicite — c'est-à-dire dans un délai de 4 mois à compter de la notification de la présente décision — vous disposez à nouveau d'un délai de 2 mois à compter de la notification de cette décision explicite pour former un recours contentieux.*

En cas de recours contentieux, vous pouvez saisir le tribunal administratif au moyen de l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

**4 mois pour les agents demeurant à l'étranger*